

Strasbourg, 19 Novembre 2002

Discours d'ouverture de Pat COX lors du débat historique du Parlement européen sur l'élargissement : "L'avenir de l'Union européenne élargie"

Monsieur le Président du Conseil européen,
Monsieur le Président de la Commission européenne,
Excellences,

Mes chers collègues et membres du Parlement européen,
Chers parlementaires et collègues de Bulgarie, de Chypre, de la République tchèque, d'Estonie, de Hongrie, de Lettonie, de Lituanie, de Malte, de Pologne, de Roumanie, de Slovaquie et de Slovénie,

Mes frères européens,

Aujourd'hui, l'élargissement de l'Union européenne est notre première priorité politique, une priorité qui a dominé la plupart des travaux de notre Parlement et a été le thème central de ma présidence, depuis janvier dernier.

Ce rassemblement sans précédent de parlementaires à Strasbourg marque aujourd'hui une étape particulière de notre route commune vers le rendez-vous de notre vieux continent avec un nouveau chapitre, passionnant, de notre histoire.

Je souhaite très chaleureusement la bienvenue à nos collègues parlementaires des États candidats à l'adhésion. Je suis profondément touché par votre présence et ému par cet instant, tout imprégné du sentiment que votre heure est enfin arrivée.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'une pré-célébration d'un état de fait, mais plutôt d'un avant-goût de ce qui pourrait être. Nous préparons aujourd'hui la réalité de demain.

L'Histoire nous lance aujourd'hui, à nous hommes politiques, le défi de mener à bien cet acte, de portée véritablement continentale, de réconciliation et de cicatrisation.

En tant que parlementaires, nous avons à montrer la voie, à gagner l'assentiment de l'opinion publique des États membres et des États candidats. Un travail de relations publiques, ou une campagne d'information, ne sauraient se substituer à une véritable politique fondée sur la conviction et la raison. C'est maintenant aux politiciens qu'il appartient de reprendre possession de l'ordre du jour de l'élargissement, auquel les experts ont préparé la voie.

Je voudrais ici remercier la Commission européenne de la direction qu'elle a donnée, de son savoir-faire, de son engagement au service de l'Union européenne. Dorénavant, c'est à nous, parlementaires élus, d'entrer en scène.

Merci aussi à la présidence danoise et à celles qui l'ont précédée pour leur volonté de réussir. Je souhaite à nos collègues danois de mener à bien de façon constructive le Sommet de Copenhague, en décembre prochain.

UN NOUVEL ÉLAN

Des événements récents ont accéléré le processus global et irréversible de l'élargissement. Un nouvel élan est perceptible depuis le mois d'octobre.

Le 9 octobre en effet, en séance plénière du Parlement européen, la Commission européenne a annoncé que dix pays candidats étaient prêts à rejoindre l'Union européenne en 2004.

Le 19 octobre, ce nouveau souffle a pris forme: en tant qu'Européen d'Irlande, c'est avec fierté que je vous rappelle qu'au terme d'une campagne très active, l'électorat irlandais a dit "oui" résolument à l'élargissement et a symboliquement enlevé la dernière brique du Mur de Berlin.

Cette impulsion a été communiquée au Conseil européen de Bruxelles, fin octobre, qui a ouvert la voie à un compromis viable.

Aujourd'hui, nous faisons un nouveau pas.

C'est le Parlement qui, en novembre 2000, a le premier fixé le calendrier de l'achèvement de la première tranche de l'élargissement, en précisant qu'elle devait être achevée à temps pour que les nouveaux États membres puissent participer aux prochaines élections du Parlement européen en 2004. C'est cette perspective qui attend à présent dix nouveaux États membres.

En ce qui concerne les autres, permettez-moi de répéter aujourd'hui ce que j'ai déclaré la semaine dernière à l'Assemblée nationale de la Bulgarie et aux Chambres réunies du Parlement roumain: "Le cinquième élargissement de l'UE se fera en

deux tranches. Il est global et irréversible. Il n'est subordonné à aucune condition préalable". Mon souhait personnel est que ce Parlement et le Conseil européen de Copenhague engagent l'Union européenne sur un délai pour l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'horizon 2007. Il s'agit là, selon moi, d'un engagement politique et moral qui peut être gage de stabilité.

Cet objectif renforcera encore les changements nécessaires à mettre en œuvre par ces États et, à condition bien sûr qu'ils accomplissent ce que nous attendons d'eux, constituera pour eux une nouvelle incitation à réussir les réformes nécessaires.

La semaine dernière, le plan des Nations unies, élaboré par Kofi Annan pour Chypre, a lancé un défi historique. Ce plan offre au peuple chypriote l'occasion - la seule en une génération - d'un règlement global, et la meilleure chance, après une impasse de plusieurs dizaines d'années, d'avancer et de permettre à Chypre réunifiée de se joindre à l'Union européenne.

Il appartient maintenant aux dirigeants des deux communautés de saisir cette chance unique. Elle mobilisera toute la sagesse et tout le courage politique et moral dont le président Clerides et M. Denktash sont capables. Après une vie consacrée à servir leurs communautés respectives, je ne doute pas qu'ils voudront se montrer à la hauteur de cette tâche. De cette rencontre parlementaire historique d'aujourd'hui, je leur lance cet appel: qu'ils sachent qu'ils peuvent compter sur le soutien résolu du Parlement européen dans sa course en avant.

À cet égard, j'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue aux représentants de la Chambre des représentants de Chypre, présents aujourd'hui dans l'hémicycle, ainsi qu'à nos hôtes de la communauté chypriote turque, présents dans les tribunes.

Vous savez que la grande Assemblée nationale de la Turquie s'est récemment réunie en séance constitutive après les élections législatives dans ce pays et doit encore désigner ses délégués à la commission parlementaire mixte avec le Parlement européen. Nous espérons les rencontrer à bref délai.

D'ici là, j'ai le plaisir de vous informer que M. Erdogan, président du parti AKP, est attendu à Strasbourg dans le courant de la semaine.

2003, ANNÉE DU PARLEMENTARISME

Mes chers collègues,

Je vous rappelle que cette année, le Parlement européen a célébré un anniversaire important: celui d'un demi-siècle d'engagement permanent au service de la construction européenne. C'est dans cet esprit que nous avons consacré, en 2002, une grande partie de notre travail parlementaire à respecter et à développer l'ordre du jour sur l'élargissement.

Si l'année 2002 fut l'année de la préparation, 2003 sera assurément l'année des parlements: les traités d'adhésion devront être ratifiés, le message de l'élargissement diffusé et notre engagement parlementaire européen avec les pays candidats approfondi.

Parlementaires, nous sommes ceux qui ont des contacts directs avec ceux qui nous ont donné mandat. Nous connaissons les aspirations et les angoisses de nos peuples. Nous devons nous pénétrer de l'ordre du jour de l'élargissement et le transmettre à nos concitoyens.

Nous devons aussi apporter une vision, montrer la voie à suivre. Nous sommes le lien démocratique indispensable entre nos mandants, nos régions, nos pays et l'idée européenne.

C'est pourquoi la journée d'aujourd'hui est si cruciale et c'est pourquoi il faut également que nos médias soient présents à Strasbourg pour couvrir l'événement. Qu'ils soient ici remerciés de leur présence nombreuse.

OBSERVATEURS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Je dirai à tous les États candidats: nous nous inviterons à déléguer au Parlement européen des observateurs avec plein droit de participation aux travaux de nos groupes, de notre Assemblée plénière, à l'exception du droit de vote, une fois que vous aurez signé votre traité d'adhésion.

Vos observateurs viendront au Parlement pour participer, mais aussi pour démystifier, mieux comprendre et expliquer à votre propre opinion publique la manière dont travaille l'Union européenne, et ainsi mieux contribuer au débat public dans votre pays.

En même temps, ce sera pour nous l'occasion de nous adapter à la nouvelle diversité politique et culturelle de l'Europe et d'engager un processus de compréhension mutuelle et de rapprochement politique.

Je parle en connaissance de cause: nous ne pouvons construire la nouvelle Europe sans construire les relations humaines qui nous unissent. La journée d'aujourd'hui constitue le premier investissement dans la diversité culturelle, tout autant qu'elle constitue le tremplin du développement de nos relations.

ÉLARGIR LE DÉBAT

Chers collègues des États candidats, jusqu'à la décennie écoulée, l'Histoire vous a privés de votre place légitime dans notre projet d'intégration européenne. Votre heure est désormais venue.

Vous appartenez à une génération de transition et de transformation qui peut concevoir et apporter de nouvelles chances à vos peuples en adhérant à une expérience démocratique unique: l'Union européenne, et en partageant la communauté de valeurs qu'elle incarne: la démocratie pluraliste, le respect de l'État de droit, la promotion des droits de l'homme, l'économie de marché, la diversité culturelle, la solidarité et la durabilité.

Nous pouvons aujourd'hui construire une Union européenne à l'échelle d'un continent. Pour la première fois depuis des millénaires, une Union nous rassemble à travers une Europe de valeurs partagées, non à la pointe de l'épée, non à coups de canons idéologiques, mais par le libre-arbitre de peuples indépendants et souverains.

C'est là le prix éclatant qui récompense le succès.

Prenons aujourd'hui la ferme résolution de saisir cette chance unique

- de donner une direction
- d'apporter notre vision
- de faire notre devoir au service des nos peuples, guidés par notre idéal européen commun.

Ensemble, mes amis, faisons l'Histoire!

Je vous remercie.